

La productivité du pays en mal de données

Par Frédéric Antzorn

En charge d'un avis sur la productivité du pays, le Conseil économique et social (CES) pointe des difficultés à bien la cerner dans une économie essentiellement de services. À charge pour le Statec de produire davantage de mesures statistiques que devra ensuite exploiter le futur centre national de la productivité.

Le Conseil économique et social (CES) a rendu ce jeudi matin, à la suite d'une saisine du gouvernement de décembre 2015, un avis concernant l'[«analyse de la productivité, de ses déterminants et de ses résultantes, dans un contexte international»](#).

«L'objectif était d'expliquer et d'explicitier comment la productivité a évolué au Luxembourg, un thème régulièrement cité par les différents intervenants dans le débat public», explique [Marc Wagener](#), coprésident de la commission de travail «Avis productivité» du CES.

«Mais», poursuit-il, «il n'existait jusqu'à présent aucun travail des partenaires sociaux pour appréhender, mettre au défi et analyser ce sujet-clé de l'économie».

Selon Marc Wagener, ce travail désormais mené a consisté en «un exercice unique» dans lequel le CES a donné un avis sur les déterminants et l'évolution de la productivité tout en mettant en exergue tous les défis qui se posent ainsi qu'un certain nombre de recommandations.

«La productivité est un rapport, une relation entre des ressources mises en place et une production qu'on en ressort», ajoute l'auteur de l'avis.

Intensifier les travaux

Toutefois, d'une économie largement dominée par la construction et l'industrie, voire par l'agriculture, le pays est aujourd'hui passé à une économie basée à plus de 80% sur les services dont il est beaucoup plus difficile de mesurer la productivité.

«Cela n'est pas impossible, mais intellectuellement plus délicat que pour des biens physiques», assure Marc Wagener, insistant sur un certain nombre de mesures statistiques qui doivent encore être réalisées pour mieux cerner la production de valeur ajoutée dans des services que sont par exemple aujourd'hui la finance ou l'ICT, ou demain, le «space mining».

«L'une des recommandations tirées de notre travail est donc qu'il faut intensifier les travaux d'analyse et de recherche sur le sujet pour avoir des données plus transparentes et plus fiables afin de pouvoir mener des débats en toute sérénité», affirme pour sa part Sylvain Hoffmann, autre coprésident de la commission de travail «Avis productivité» du CES.

Ce dernier rappelle que cette productivité est un concept central dans les débats économiques et sociaux et que ces travaux pourraient être pris en charge par le nouveau Conseil national de la productivité, à mettre en place sur recommandation du conseil de l'Union européenne.

Parmi les conclusions de l'avis du CES, du point de vue des déterminants et de ce qui pourrait être fait pour la productivité, Sylvain Hoffmann pointe des moyens à mettre en place pour faciliter les investissements au niveau des finances publiques.

Aspects sociaux

«Il faut trouver de nouvelles règles, au niveau européen également, tout en définissant ce que sont exactement des investissements productifs, sans tomber dans des procédures de déficit», dit-il.

Une autre conclusion de l'avis est aussi, toujours dans le but d'augmenter la productivité, de tenir compte d'aspects plus sociaux, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) rappelant dans ce sens que les inégalités jouent un rôle négatif en termes de productivité, du fait d'un certain potentiel qui n'est pas utilisé.

«Le bien-être des salariés joue également», poursuit encore le coprésident de la commission, soulignant aussi le rôle de la formation professionnelle continue.

«Il est nécessaire de développer le dispositif existant et surtout d'essayer de garantir que tout le monde puisse participer à de telles formations», précise encore Sylvain Hoffmann.